

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Blocus-des-Etats-Unis-contre-Cuba-affecte-d-autres-pays>

Blocus des Etats-Unis contre Cuba affecte d'autres pays

- Les Cousins - Cuba -

Date de mise en ligne : dimanche 16 octobre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'hypocrisie de Washington de présenter le blocus contre Cuba comme une affaire bilatérale tombe aujourd'hui devant les conséquences que cela a sur de nombreux États, entreprises et de citoyens de pays tiers qui traitent avec l'île.

Par Alfredo Boada

[PL](#). La Habana, le 12 octobre 2005

[Leer en español](#)

En 2004, quelque 77 les compagnies, institutions bancaires et organisations non gouvernementales de diverses parties du monde ont été mises à l'amande pour plus d'1,2 million dollars pour des actions considérées comme une violation du blocus imposé par les Etats-Unis.

Parmi les organismes punis, il y a 11 entreprises étrangères ou filiales de compagnies américaines établies dans des pays comme le Mexique, Canada, Panama, Italie, Royaume-Uni, Uruguay ou Bahamas.

Des sociétés comme Iberia, Alitalia, Air Jamaïque, Daewoo et la Banque de Chine ont été sanctionnées étant accusées du fait que leurs filiales en Amérique du Nord ont violé les dispositions de l'embargo.

Alpha Pharmaceutical Inc., ICN Pharmacien S.A et Laboratoires Grossman S.A établis au Panama et au Mexique figurent, avec des amendes pour plus de 198.000 dollars, parmi les cas les plus significatifs de l'an dernier.

Egalement concernées, la société mexicaine Trinity Industries et Chiron Corporation Ltd., organisme qui au nom de Chiron S.p.A. et Chiron Behring GMBH, de Californie, a été sanctionné par une amende 168.500 dollars pour avoir exporté des vaccins à Cuba de 1999 à 2002.

De même, Daewoo Heavy Industries America Corporation, dont le siège se trouve en Géorgie, Etats-Unis, a été puni d'une amende de 55.000 dollars pour avoir exporté des marchandises à Cuba en 1999.

Cette année, la compagnie Martinair Holland N.V.dba, dont le siège est aux Pays-Bas, a été sanctionnée pour proposer des services de voyages à Cuba sans disposer de licence américaine.

Le règlement de la guerre économique, commerciale et financière contre l'île antillaise interdit aux compagnies américaines établies dans d'autres Etats de mener à bien toute transaction avec des entreprises cubaines.

Ces entreprises ne peuvent pas non plus acquérir des biens dont l'élaboration requiert un quelconque produit provenant de l'île.

On empêche aussi à des entreprises de pays tiers d'exporter vers le sol de l'Union tout produit qui contient une matière première cubaine.

De même, Washington interdit la vente à La Havane de biens ou services qui utilisent une technologie américaine ou qui requièrent dans leur fabrication des produits de cette origine, même si les propriétaires de ces entreprises appartiennent à d'autres pays.

Blocus des Etats-Unis contre Cuba affecte d'autres pays

Pour obliger d'autres pays à prendre part au blocus, le gouvernement américain empêche l'entrée dans ses ports aux navires qui ont transporté des marchandises vers ou depuis Cuba.

Il interdit, au risque de les confisquer, que des banques d'autres pays ouvrent des comptes en dollars américains ou effectuent une transaction financière dans cette monnaie avec des personnes et des organismes juridiques cubains.

D'autre part, les Etats-Unis empêchent que des chefs d'entreprise d'autres pays mènent à bien des investissements ou des affaires à Cuba, partant du principe que ces opérations sont en rapport avec des propriétés nationalisées par le processus révolutionnaire.

Ainsi, dans son caractère extraterritorial, le harcèlement américain en plus de provoquer de nombreux dommages et préjudices à l'Île, limite le droit d'autres pays de profiter des occasions qu'offre le développement de l'économie cubaine.

Le document intitulé "Nécessité de mettre fin au blocus économique, commercial et financier imposé par les Etats-Unis à Cuba" sera présenté pour la quatorzième fois à l'Assemblée Générale de l'ONU, où il a été voté lors de toutes les occasions précédentes.

Il y a un an, dans cette instance, lors de sa 59 eue session , 179 pays ont soutenu la résolution , contre à peine quatre et une abstention.

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi